

BOUTEILL A LA ME



LES R

Une usine anciennement détenue par l'État, prospère, et qui fabrique les meilleures bouteilles d'oxygène à usage médical au monde: l'entreprise **Luxfer**, dans le Puy-de-Dôme, aurait dû être l'un des fleurons de la réponse à la crise du Covid-19. Sauf que l'an dernier, elle a été sacrifiée par son propriétaire britannique, sans que les pouvoirs publics ne réagissent. Anatomie d'un gâchis.

PAR EMMANUELLE ANDREANI, À GERZAT, DANS LE PUY-DE-DÔME
PHOTOS: PASCAL AIMAR POUR.SOCIETY



C'est un de ces papiers que l'on voit partout maintenant en France, scotchés aux rideaux de fer baissés et aux grilles verrouillées, un de ces papiers que l'on ne prend même plus la peine d'examiner. Celui-ci scelle la porte d'entrée de l'usine Luxfer de Gerzat, dans le Puy-de-Dôme, à une dizaine de kilomètres de Clermont-Ferrand. "Conformément aux consignes gouvernementales présentées dans le cadre de l'épidémie de coronavirus Covid-19 en termes de protection de la santé des personnes, nous demandons à tous les occupants du site Luxfer de quitter immédiatement les lieux." La note, doublée d'un constat d'huissier, est signée de la main de Guy Le Blond, directeur général. Ce n'est peut-être qu'un bout de papier, mais entre les lignes dactylographiées, on sent pointer un brin de soulagement. Au moment de sa rédaction, l'usine était occupée par ses ex-salariés depuis 53 jours, et ceux-là n'ont rien encore de l'exaspération de M. Le Blond qui, à la fin, venait jusqu'à la grille pour leur crier "fainéants!". Ils jurèrent que sans le confinement, ils auraient continué. Quelques semaines plus tard, ce 1^{er} avril, l'usine, un beau bâtiment blanc et bleu des années 30, porte encore les stigmates de la lutte: tags contre ces "putains de vendus" de patrons, drapeau CGT flottant au vent, barricade montée pour empêcher les bulldozers d'entrer. Le site, établi au début d'une longue rue du centre-ville que l'on aurait jadis qualifiée de "commerçante", est désert: les "Luxfer", comme on les appelle désormais, sont bien rentrés chez eux.

L'usine Luxfer fabriquait des bouteilles d'oxygène à usage médical: celles dont on se sert généralement dans les ambulances pour intuber les patients en insuffisance respiratoire ou qui sont prescrites à domicile et dans les Ehpad aux personnes qui souffrent de problèmes chroniques. Celles, surtout, dont les hôpitaux débordés ont aujourd'hui plus que jamais besoin pour affronter l'afflux jamais vu de patients en détresse respiratoire. À Mulhouse, Londres ou New York, elles servent à équiper les hôpitaux de campagne montés en urgence. En France, les TGV médicalisés en sont munis. En Italie, les médecins libéraux ont été appelés à en prescrire à domicile au maximum, afin de limiter l'engorgement des hôpitaux. Fin mars, les autorités de Lombardie ont même demandé à la population de rapporter en pharmacie les bouteilles usagées, et les forces de l'ordre sont allées en récupérer chez des personnes décédées. Confinés chez eux, les Luxfer ont suivi tout cela de près. À la télé, certains ont vu passer des images de "leurs" bouteilles ici, là, et puis partout. Ils se sont envoyés les vidéos, ont commencé à se demander: le monde entier – et la France – n'a-t-il pas besoin de ces bouteilles dont ils produisaient un modèle haut de gamme? Le 31 mars, le discours d'Emmanuel Macron sur la nécessité de reconstruire "notre souveraineté nationale et européenne" en matière de matériel médical les a galvanisés. Pourquoi ne pas demander à l'État de rouvrir l'usine, fermée il y a dix mois? Avec le soutien d'élus locaux de gauche (PS, France insoumise et PCF), ils ont lancé une pétition en ligne, à ce jour signée par 129 000 personnes, en faveur d'une nationalisation.

André Chassaigne, Clémentine Autain et Jean-Luc Mélenchon ont relayé la demande. La centaine d'anciens salariés de Luxfer a fait ses calculs. "Près de 70 d'entre eux sont motivés, détaille Axel Peronczyk, syndicaliste à la CGT. On pourrait sortir les premières bouteilles dans neuf semaines." Pas demain, donc. Mais ça aurait pu être pire: s'ils ne l'avaient pas occupée, l'usine aurait été intégralement détruite. C'est en tout cas ce qu'avait décidé son propriétaire, le groupe britannique Luxfer Holdings PLC, un géant industriel coté en bourse qui, en janvier dernier, avait envoyé bulldozers, tractopelles et pelleteuses à Gerzat pour tout raser.

Du haut de gamme made in France

Drôle de monde que celui où l'on détruit des usines en parfait état de marche, rentables, avec, en plus, un carnet de commandes plein à ras bord. "C'est une histoire de fou", voilà ce que répètent en boucle les

Auprès du gouvernement, les Luxfer se prennent une gifle.
"On nous a dit: 'Si un actionnaire a décidé de casser son jouet, nous n'interviendrons pas.' On est sortis de là, on s'est acheté deux bouteilles de whisky, et on a pleuré"

Luxfer. Et pourtant, c'est une histoire si vive et revue dans les dernières décennies qu'elle semble avoir été écrite comme un cas d'école. Tout commence le matin du 26 novembre 2018. David Bongiraud, 50 ans, dont 26 passés dans l'usine de Gerzat, n'a rien oublié de ce jour-là. Il patiente devant la machine à café lorsqu'il voit arriver un grand type en costume. Il le salue, lui demande qui il est. "Il m'a répondu sèchement: Je suis une personne que vous n'allez pas aimer." Quarante-cinq minutes plus tard, tout le monde est convoqué dans le réfectoire. "Il nous a dit:

Je m'appelle M. Faye, je suis venu pour fermer cette société, au 1^{er} juin vous serez tous licenciés." C'est la sidération: les chiffres sont bons, le bénéfice (un million d'euros en 2018) en hausse de 55% sur un an, avec huit millions d'euros de commandes déjà enregistrées pour les mois à venir. La sidération cède la place à la colère – l'usine est bloquée pendant une semaine –, puis à l'action: les salariés se lancent dans l'élaboration d'un projet de relance. "On était environ une centaine, la grande majorité, à participer: des gars de la recherche et du développement, des chefs de projet, des commerciaux, des gens de la maintenance, des techniciens, raconte Axel Peronczyk. On a rassemblé toutes les idées, on s'est fait aider par un cabinet d'expertise comptable." En deux semaines, le collectif accouche d'un document de 30 pages prévoyant une réorganisation structurelle du site, quelques départs volontaires pour ceux proches de la retraite, et des investissements. "On est arrivés à démontrer qu'en investissant dans le site la somme prévue pour sa fermeture,

on pouvait multiplier les bénéfices par trois." Les actionnaires anglais les félicitent pour la qualité de leur travail, puis ajoutent que c'est "trop tard", rapporte Axel Peronczyk, car "la fermeture de l'usine avait déjà été annoncée en bourse".

Un an plus tard, David Bongiraud n'en est toujours pas revenu. "On n'est pas idiots: si on fabriquait des chaussettes et qu'on nous avait expliqué que c'était moins cher de les faire en Chine, on aurait lâché l'affaire", dit-il. Mais Luxfer n'était pas dans ce cas de figure. L'usine puydômoise concevait, grâce à un alliage d'aluminium et de carbone unique au monde, des bouteilles plus légères et plus résistantes que toutes les autres disponibles sur le marché. La direction a expliqué que cela lui coûterait moins cher de les faire produire par leur usine en Angleterre. "C'est faux, reprend David Bongiraud. On sait qu'ils ont essayé et qu'ils n'y sont toujours pas arrivés." Les anciens salariés soupçonnent en réalité le groupe Luxfer, un des trois principaux fabricants mondiaux de bouteilles de gaz, d'avoir tout simplement voulu faire de la spéculation. En supprimant de son catalogue ses bouteilles haut de gamme made in France, il obligerait ses clients à en acheter d'autres de moindre qualité. De fait, les tarifs auraient déjà grimpé de 12% depuis la fermeture de Gerzat, voire plus encore sur certains produits. Cette stratégie industrielle et commerciale, consistant à jouer d'une position de quasi-monopole sur un marché pour faire monter les prix en réduisant l'offre, est cynique, mais surtout parfaitement illégale, selon les syndicats: ils ont alerté la Direction générale de la concurrence de l'Union européenne à ce sujet. Deux autres procédures judiciaires sont en cours. La première vise Luxfer, attaqué aux prud'hommes pour licenciements abusifs. La deuxième vise l'État.

C'est en effet aux portes de Bercy que sont allés toquer les élus syndicaux, après avoir été éconduits – ou ignorés – par la direction britannique. Après tout, les bouteilles

Le 12 février 2019, devant l'entrée de l'usine.



Février 2019. En attendant le résultat de la réunion patronale décidant de la fermeture de l'usine.



David Bongiraud, ancien salarié de l'usine, confiné chez lui à Maringues, le 3 avril 2020.



Axel Peronczyk, représentant syndical et ancien salarié.

des Luxfer “servaient dans les hôpitaux, pour les pompiers, l’armée, et même les fusées Ariane”, défend fièrement David Bongiraud. Surtout, l’entreprise appartient au patrimoine national. Fondée en 1939 par les frères Biginelli pour participer à l’effort de guerre, la Société métallurgique de Gerzat (SMG) a tour à tour eu une activité d’armement (pièces pour des missiles et des chars Leclerc), d’aéronautique, de chimie et, donc, de production de matériel médical. Elle a appartenu au groupe Pechiney (aujourd’hui disparu), puis à l’État (avec une nationalisation sous Mitterrand) et enfin à Luxfer, qui l’a rachetée en 2005.

C’est en 2012, au moment où le nouveau propriétaire est entré en bourse, que tout a commencé à se dégrader. Adrien Ducroux, 25 ans, entré dans l’entreprise comme apprenti il y a sept ans, tourne en rond dans son studio de Clermont-Ferrand, en fumant à la fenêtre. Lui était en charge des investissements. “En gros, les Anglais ne voulaient plus investir, explique-t-il. Ils préféraient attendre que les machines tombent en panne et les réparer en catastrophe plutôt que les entretenir.” C’est pour défendre ce message – l’usine est rentable, il y a des emplois et une histoire à préserver – que les salariés montent à Paris mi-janvier 2019

avec l'espoir que l'État fasse basculer le rapport de force en leur faveur. Ils sont accompagnés par le maire de Gerzat, un élu de la métropole de Clermont-Ferrand, et l'expert-comptable. Rendez-vous est pris à Bercy avec le délégué interministériel aux restructurations d'entreprises d'alors, Jean-Pierre Floris. Ancien directeur général adjoint de Saint-Gobain puis PDG de Verallia, une filiale du groupe cédée en 2015 au fonds américain Apollo et à Bpifrance, Jean-Pierre Floris avait été salué par Benjamin Griveaux au moment de sa nomination en 2017 comme un homme "ayant une forte tradition de dialogue social". Les Luxfer viennent chercher une main tendue auprès du monsieur sauvetages industriels du gouvernement, ils se prennent une gifle. "Il nous a dit: 'Vos emplois appartiennent à Luxfer, les locaux appartiennent à Luxfer, les machines appartiennent à Luxfer,

dites "Macron" plafonnaient les indemnités auxquelles les salariés peuvent prétendre en cas de licenciement "abusif", c'est-à-dire illégal. Outre la perte financière évidente pour les personnes mises à la porte sans raison valable, la décision a, *de facto*, eu pour effet de faciliter les fermetures d'usine et les licenciements pour "motifs économiques". "Avant, si vous prévoyiez de virer des gens sans motif sérieux, vous ne saviez pas combien cela allait vous coûter en indemnités, c'était assez aléatoire, et ça pouvait prendre des années. Donc c'était un vrai risque pour les entreprises, qui y réfléchissaient à deux fois, explique M^e Jean-Louis Borie, l'avocat des Luxfer. Aujourd'hui, vous pouvez budgétiser votre licenciement abusif en amont et les délais ont été raccourcis." Autrement dit, il est devenu beaucoup plus facile, moins risqué et moins coûteux de procéder à des licenciements illégaux en France.

Aujourd'hui, quand David Bongiraud voit "leurs" bouteilles passer à la télé, sur les brancards des malades, dans les hôpitaux, il enrage de ne pouvoir rien faire

c'est de la propriété privée. Si un actionnaire a décidé de casser son jouet, peu importent les conséquences, nous n'interviendrons pas", rapporte Axel Peronczyk. *Je ne vais pas vous mentir, on est sortis de là, on s'est acheté deux bouteilles de whisky, et on a pleuré.*" Ce jour-là, avant de les laisser partir, le fonctionnaire de Bercy leur aurait également donné un avertissement: "Si vous devenez violents, on vous attendra au tournant."

De ce premier passage à Bercy, les syndicalistes ont retenu une chose: entre des entreprises étrangères implantées en France et des salariés, ce gouvernement sera toujours du côté des premières. Cela ressemble peut-être à une caricature de slogan de la CGT, mais c'est précisément ainsi qu'à Gerzat les choses se sont passées. Favoriser l'investissement étranger en France, attirer les multinationales, leur faciliter la vie pour, à terme, relancer l'activité: cela a toujours été un des premiers objectifs économiques affichés par Emmanuel Macron. Sa mise en œuvre a commencé dès son arrivée à l'Élysée. Six mois plus tard, fin 2017, les ordonnances

Luxfer a justifié de devoir fermer le site au nom de la "sauvegarde de [sa] compétitivité", mettant notamment en avant des perspectives futures dégradées. Un "motif économique" jugé infondé par l'inspection du travail qui, en août 2019, a décidé d'annuler les licenciements des représentants du personnel de Luxfer, arguant de la bonne rentabilité de l'usine et soulignant que la compétitivité du groupe n'était, à ses yeux, pas menacée. Nouvelle lueur d'espoir chez les salariés. Nouvelle gifle assénée par l'État. Cette fois par la main du ministère du Travail qui, le 6 février dernier, alors que les premiers cas de Covid-19 ont déjà été recensés en France, annonce qu'il passe outre l'avis négatif de l'inspection et autorise les licenciements. "Sans surprise", commente l'avocat, qui a déposé un recours contre l'État devant le tribunal administratif. Ce spécialiste du droit du travail, qui défend les salariés dans bien d'autres cas de fermeture dans la région, parle d'une "politique systématique et délibérée d'autorisation de licenciements pour motifs économiques" depuis trois ans: "J'ai trois autres dossiers similaires sur le feu, trois cas

de refus de l'inspection, et curieusement le ministère du Travail est à chaque fois passé outre", validant ainsi les mises à la porte.

Au cours des quinze derniers mois, les salariés ont par deux fois cru pouvoir éviter une fermeture définitive de leur usine. Dès janvier 2019, ils se sont mis en quête d'un repreneur. Un Chinois, Hangzhou Jinjiang, qui avait déjà repris une entreprise locale, Sabart Aéro Tech, s'est un temps montré intéressé. Mais des difficultés financières l'ont empêché de concrétiser. Ensuite, Axel Peronczyk et les siens ont monté un projet de coopérative pour revitaliser le site: "On avait débloqué des subventions, on avait un appui industriel", explique-t-il. En décembre, le groupe Luxfer refuse, prétextant cette fois que c'est Bercy qui lui a interdit de céder l'usine. Le ministère nie, et renvoie la balle à l'entreprise. Une nouvelle réunion est programmée à Bercy, avec la secrétaire d'État Agnès Pannier-Runacher et un membre du cabinet de la ministre du Travail, Muriel Pénicaud. Le jour J, aucun des deux ne vient: les Luxfer se retrouvent face au nouveau monsieur sauvetages industriels, Marc Glita, qui a remplacé Jean-Pierre Floris, parti pour le cabinet de conseil AlixPartners. "Il prenait des notes, et a dit: 'Je ne suis qu'un haut fonctionnaire, je ne suis pas décideur.'"

"J'espère qu'il n'y aura pas de pénurie"

En juin 2019, quand tout le monde a été licencié, la direction a jeté au passage pour deux millions d'euros de bouteilles à la poubelle. Après une proposition initiale dérisoire (0,3% de salaire brut par année d'ancienneté – "Il aurait fallu avoir travaillé 300 ans pour avoir droit à un mois de salaire", calcule Axel Peronczyk –, les dirigeants ont mis 47 000 euros brut par salarié sur la table. Une somme importante, mais qui n'a pas calmé le sentiment de "gâchis" et "d'incompréhension" que ressasse aujourd'hui Adrien Ducroux ni les humiliations infligées par la direction de Luxfer Holdings PLC. Il y a eu cette carte de vœux, envoyée sur leurs boîtes mail mi-décembre 2018, quinze jours après l'annonce surprise des licenciements: "Joyeuses fêtes (...) Je suis sûr que nos meilleures années sont devant nous", signée par le PDG du groupe, Alok Maskara. Un autre jour, les ouvriers ont vu débarquer un manager anglais qui les a réunis, encore,



Adrien Ducroux, ancien salarié, dans la cour de son immeuble à Clermont-Ferrand, le 3 avril 2020.



L'usine à l'arrêt, le 2 mars 2020.

dans le réfectoire. Et qui leur a expliqué, rapportent-ils, la *“chance qu'ils avaient d'être en France et d'avoir droit au chômage”*. Puis: *“Je n'y suis pour rien si vous ne vous êtes pas donné les moyens de réussir dans la vie, si vous n'avez pas de diplômes.”* Ces derniers mois, la direction de Luxfer a continué, pendant des mois, à jouer avec les nerfs –et le portefeuille– de ses anciens salariés. Contrainte, dans le cadre du plan de sauvegarde de l'emploi, à financer leur reclassement et à leur payer des formations professionnelles, elle a tardé à rembourser leurs frais.

À ce jour, seulement une trentaine de salariés sont parvenus à retrouver du travail, dont une douzaine en intérim ou en CDD, souvent à plus de 30 kilomètres de leur domicile. *“Combien travailleront encore dans quelques semaines, avec cette nouvelle crise?”* se demande aujourd'hui Axel Peronczyk. Dans son jardin, David Bongiraud raconte, lui, avoir suivi pendant quatre mois une formation de diagnostiqueur immobilier, pour s'entendre finalement dire que le secteur était bouché. Il affirme avoir fini par comprendre ce qui l'attendait: *“Il me reste dix ans avant la retraite, je vais finir*

au SMIC à faire les trois-huit dans une boîte du coin.” À moins, pense-t-il depuis le mois de mars, que la crise sanitaire ne change la donne. Si Luxfer était réquisitionnée par l'État, si un repreneur arrivait, bref, si l'usine repartait, David Bongiraud n'hésiterait pas une seconde. *“Luxfer, c'était comme la famille, c'était peut-être pas tous les jours dimanche, mais on était fiers de notre boulot.”* Aujourd'hui, quand il voit “leurs” bouteilles passer à la télé, sur les brancards des malades, dans les hôpitaux, il enrage d'être là, chez lui, de ne pouvoir rien faire. *“J'espère qu'il n'y aura pas de pénurie, dit-il. Mais je le crains. Et demain, si ça repart, je serai là, j'irai travailler pour aider mon pays.”* Ce soir-là, après une heure et demie d'intervention sur TF1, le Premier ministre Édouard Philippe concluait en appelant les Français à se *“battre”* pour leur pays, et ensuite pour la relance de l'économie. À peu près en même temps, en visioconférence avec des députés, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, annonçait qu'il refusait une nationalisation de Luxfer. Quelques heures plus tôt, joint par téléphone par nos soins, un de ses conseillers à Bercy expliquait *“qu'il n'y avait pas de pénurie de bouteilles d'oxygène pour l'instant, donc pas de raison de nationaliser”,* et que *“de toute façon, le délai de neuf semaines estimé pour relancer la production était trop long”* pour affronter la crise actuelle. Interrogé sur la façon dont les salariés avaient été traités et dont cette histoire avait été gérée par l'État jusque-là, il répétait aussi, parfois: *“Peut-être, mais c'est du passé, il faut oublier le passé.”* ● TOUS PROPOS RECUEILLIS PAR EA